

Je n'ai pas l'intention de poursuivre bien longtemps, car j'espère avoir la chance de faire valoir mes arguments d'ici la fin des quatre prochaines années. Je tiens à dire néanmoins que si nous ne passons pas aux actes rapidement—je suis sincère et convaincu—et si le gouvernement ne montre pas de jugeotte—j'allais dire s'il n'a pas «de cœur au ventre»—mais je ne recourrai pas à une expression aussi peu parlementaire—en se colletant avec quelques-uns de nos problèmes économiques, le risque de division au Canada deviendra encore plus grave.

Je terminerai en disant que je ne m'engagerai jamais dans une discussion ou une lutte avec qui que soit, de fait, je rirai d'une plaisanterie terre-neuvienne à mon sujet, ou au sujet de n'importe qui à propos de mon accent ou de mes antécédents, mais je lutterai certes si je n'arrive pas à assurer la subsistance de ma famille; c'est l'attitude, je crois, de la plupart des Canadiens.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de lui poser une simple question, bien facile? Sait-il que depuis 1963, alors que le gouvernement libéral a décidé d'affecter des fonds à l'Office de développement de la région atlantique, 60,728,000 dollars ont été affectés à Terre-Neuve, 54,892,000 dollars au Nouveau-Brunswick, 12,566,000 dollars à l'Île-du-Prince-Édouard et \$59,134 à la Nouvelle-Écosse...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, puis-je...

L'hon. M. Benson: ... et 2,198,000 dollars à l'ensemble de la région Atlantique ce qui représentait en tout pour les provinces de l'Atlantique des dépenses de 189,512,000 dollars.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, lorsqu'on obtient d'un ministre des Finances (M. Benson) ce genre de réponse, on comprend immédiatement qu'il se sent dans ses petits souliers. J'ai peut-être tort—il n'y a peut-être pas de chômage au Canada. C'est peut-être simplement un bruit malveillant que répandent une foule de sans-travail. Il n'existe peut-être pas de déphasage régional au Canada ou peut-être est-ce encore une autre rumeur malveillante que répandent de nombreux Canadiens qui ne peuvent pas trouver un dollar pour nourrir la famille. Je suis peut-être tout à fait dans l'erreur. Si c'est le cas je serai le premier à présenter des excuses, mais si le ministre est dans l'erreur, j'exige de lui la même marque de courtoisie.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège.

L'hon. M. Stanfield: Pour quel motif?

L'hon. M. Benson: Je remercie le député de se soucier du chômage. Je puis lui assurer que notre souci est comparable au sien mais j'estime qu'un montant de 200 millions de dollars affecté aux provinces maritimes depuis 1963, est assez important.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je vais donner la parole au chef de l'opposition (M. Stanfield) mais la Chambre veut-elle continuer cette discussion.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je tiens simplement à vous signaler que le ministre des Finances fait un usage abusif du Règlement.

L'hon. M. Benson: Le chef de l'opposition aussi.

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, le Ralliement créditiste est conscient des dangers inflationnistes qui assaillent le Canada et il veut apporter sa contribution pour trouver des remèdes, alors que le gouvernement semble, en ce moment, à court de véritables solutions.

Le 8 mai dernier, alors que plusieurs députés demandaient au très honorable premier ministre (M. Trudeau) quelles mesures le gouvernement entendait prendre pour freiner la hausse du coût de la vie, le chef du Ralliement créditiste (M. Caouette) demandait, à son tour, au très honorable premier ministre s'il n'envisagerait pas l'opportunité de tenir compte des propositions sérieuses faites à la Chambre par le Ralliement créditiste, et voici ce que répondait alors le très honorable premier ministre, et je cite:

Monsieur le président, je pense que tous ceux qui s'y connaissent disent que les propositions du système créditiste sont, par essence, de nature inflationniste, et c'est précisément l'inflation que nous essayons de combattre.

Il faut bien noter que le très honorable premier ministre ne dit pas que son gouvernement va combattre l'inflation. Il dit tout simplement qu'il va essayer de combattre l'inflation.

Il va s'agir d'un essai, d'une tentative, car le très honorable premier ministre sait fort bien qu'il n'est aucunement sûr de réussir, car les moyens qui sont à sa disposition n'ont jamais remporté de succès; ils ont toujours échoué, alors que la hausse des prix se poursuit, ne cesse de ronger les salaires et le revenu réel et ne cesse de détruire les épargnes et la propriété tout entière, de quelque nature qu'elle soit.